

guerre, à toutes les convoitises internationales et de frustrer les grandes Puissances, au moment des négociations de paix, d'un des principaux éléments de transaction qui restent aux mains de l'Europe pour créer un état de choses durable dans le bassin oriental de la Méditerranée.

267.

M. KLOBUKOSWKI, MINISTRE DE FRANCE À BRUXELLES,

À M. POINCARÉ, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

D. n° 185.

Bruxelles, 28 octobre 1912.

(Reçu : Cabinet et Dir. pol., 30 octobre.)

Dans son numéro de ce matin, le *Journal de Bruxelles* fait ces réflexions mélancoliques que lui inspire la guerre actuelle : « Hélas ! pour peu qu'on étudie l'histoire, et seulement celle des soixante dernières années, on se sent gagner par le scepticisme au sujet de la valeur des traités internationaux et de la solidité des garanties que les Puissances assurent parfois par écrit aux pays faibles ».

Il est intéressant de relever cet aveu dans l'organe d'un parti qui, jusqu'à présent, a toujours travaillé avec ardeur à écarter de Belgique l'application des mesures militaires nécessaires à sa défense et, sous prétexte que sa neutralité était garantie par les traités, affirmait volontiers l'inutilité, pour le pays, d'une préparation militaire suffisante, non pour repousser un envahisseur trop puissant, mais au moins pour inspirer à celui-ci l'idée qu'une violation de son territoire pourrait lui coûter plus de pertes que de bénéfices.

Le trouble des idées en Europe, les menaces plus ou moins précises de guerre qui avaient, plusieurs fois, fait naître en ces dernières années, des craintes pour le maintien de la paix entre leurs voisins les plus proches, avaient inquiété les esprits même optimistes ; l'attaque subite de la Turquie par l'Italie l'an dernier et la ruée des États balkaniques à l'assaut des provinces ottomanes ont montré que la foi dans les idées pacifiques était une utopie dangereuse et que la garantie des traités ne suffisait pas à assurer à un pays la paisible jouissance de son territoire.

C'est une grande désillusion pour le parti catholique. Pour répondre à la volonté très nette de leurs électeurs, les députés de la droite et M. de Broqueville en tête s'étaient toujours montrés hostiles au service militaire obligatoire et à tout accroissement des dépenses militaires. Ils comprennent eux-mêmes que les temps ont changé et le même *Journal de Bruxelles* reproduit, aujour-

d'hui aussi, un article de la *Métropole* qui indique l'évolution qui se fait dans les esprits sous l'empire de la nécessité.

« Des journaux rappellent, me disait une haute personnalité, les déclarations passées de tel ou de tel droitier, voire même de M. de Broqueville. Ceux qui les rédigent sont de bonne foi, mais ils ne savent évidemment pas qu'à l'époque où ces déclarations étaient faites, nous devions avoir foi, non pas dans les traités, mais dans l'aide éventuelle des Puissances garantes, et spécialement de l'Angleterre. Les choses ont changé depuis, hélas !

« L'Angleterre n'est-elle pas entrée dans la Triple Entente ? Ne sera-t-elle pas, demain, elle aussi, une Puissance belligérante ?

« Croyez-bien que, si le Gouvernement n'avait pas eu, à ce point de vue, des précisions absolues, il n'aurait pas dû songer à remettre en question notre organisation militaire qui, il y a six mois encore, pouvait paraître suffisante.

« Aujourd'hui nous ne pouvons plus compter que sur nous-mêmes. Ce ne serait plus désormais une Puissance garante qui interviendrait dans le conflit, mais une puissance belligérante. Ceux qui prennent texte de cela pour prétendre que le Gouvernement songerait à modifier notre état politique de neutralité absolue, racontent des fantaisies dont il est à peine nécessaire de faire justice. »

Il faudrait que le parti au pouvoir fût bien aveugle pour ne pas voir le danger. Mais son éloignement des idées modernes amène parfois ses amis, plus qu'il ne convient, à présenter la situation sans bonne foi et ferme leurs yeux sur les visées connues de l'Allemagne à mettre à notre charge tous les projets menaçant la Belgique. Récemment l'*Indépendance Belge*, dans un article très énergique dont Votre Excellence trouvera ci-joint le texte, était amenée à rappeler à la vérité le journal officieux qui profitait des appréciations suscitées par le voyage de M. Millerand à Maubeuge pour écrire que, si les Français prétendent officiellement ne faire certains préparatifs militaires à la frontière du nord que pour se défendre contre une attaque probable des Allemands par la Belgique, les Allemands affirment de leur côté ne prendre des mesures à leur frontière belge que pour se prémunir contre une armée française cheminant par la Meuse.

Quoi qu'il en soit, il y a lieu de remarquer que ces questions commencent à attirer une attention qu'on ne leur prodiguait pas jusqu'à présent et sont entrées dans la discussion de tous les jours et que les hommes dirigeants de tous les partis comprennent la nécessité d'agir. Le parti libéral, qui a toujours demandé l'accroissement des forces militaires, trouvera finalement dans son patriotisme assez de motifs pour aider dans cette œuvre un gouvernement pourtant sans tendresse pour lui et ne pas retarder la réalisation de cette mesure nécessaire en tentant d'y lier la réforme électorale. Mais c'est du côté de ses propres partisans que M. de Broqueville trouvera des difficultés. Sans